



COMMUNIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, FO, FSU, Solidaires d'Ille et Vilaine

L'issue de la séquence de concertation organisée par le gouvernement autour de la réforme du droit au travail, confirme les craintes que nous avons exprimées fin juin.

Articulé autour de 5 ordonnances, le projet « loi travail » veut accentuer la casse du code du travail déjà bien entamée par les gouvernements successifs et la loi EL KOMRI de 2016 dont nous continuons de demander l'abrogation.

Ainsi, les mesures envisagées ont pour fil rouge : toujours plus de flexibilité, plus de précarité, moins de rémunération, moins de droits, moins de protection notamment en matière de santé et de couverture sociale.

Il en va ainsi de la généralisation des CDI de chantier à l'ensemble des métiers et de l'instauration du CDD sans limite de durée. Il en est de même pour l'élargissement du travail de nuit pour les employés du commerce au détriment de leur santé et du niveau de leur rémunération.

S'y ajoute la simplification des règles de licenciement tous azimuts. Quand on sait que 92 % des contentieux aux prud'hommes concernent des licenciements abusifs, le gouvernement veut délivrer au patronat un permis de licencier sans contrainte.

L'inversion de la hiérarchie des normes, poussée jusqu'au bout, comme le souhaite le gouvernement Macron, ce n'est plus de norme du tout, avec le retour à l'individualisation complète du contrat de travail !

Le texte gouvernemental, sous couvert de pragmatisme, est en réalité un document idéologique, libéral, qui recycle les vieilles lunes du MEDEF, qui ont pourtant partout démontré leur échec.

La dernière communication des chiffres du chômage du mois de juillet n'est toujours pas meilleure que les précédentes. En Ille et Vilaine, les demandeurs d'emploi progressent même de 1,8 % sur l'ensemble des inscrits.

Par ailleurs, le gouvernement souhaite ouvrir la voie à une attaque des statuts des agents de la fonction publique et amplifier la maltraitance des services publics et des fonctionnaires avec le gel des salaires et un énorme plan social de suppressions de 120 000 postes. Les chômeurs, dont le gouvernement Macron souhaite abaisser les droits, les retraités, dont les pensions risquent de subir une augmentation de la CSG, sont aussi dans la ligne de mire d'un pouvoir qui ambitionne de se servir sur nos droits collectifs et notre pouvoir d'achat pour servir les profits d'une minorité !

DES PROPOSITIONS DIGNES DU XXIème SCIECLE !

L'augmentation des salaires et des pensions, la réduction du temps de travail, de nouveaux droits pour les salariés et leurs représentants, sont gage d'efficacité économique et sociale. Nous appelons les salariés à organiser des assemblées générales au sein des entreprises, des administrations, dans l'unité la plus large, afin de débattre de ces questions et d'envisager collectivement les modalités d'action au cœur des lieux de travail.

Les organisations syndicales CGF, FO, FSU, Solidaires d'Ille et Vilaine appellent les salariés, les jeunes, les retraités les privés d'emplois

- ⇒ à se mobiliser massivement le **mardi 12 septembre 2017**
- ⇒ à décider de la grève et à participer aux manifestations **pour exiger le retrait des ordonnances**

Rennes - 11 h Esplanade Charles de Gaulle

Redon - 17 h Devant la Sous-Préfecture

Fougères, St Malo et Vitré selon les modalités définies localement.

Rennes, le 28 août 2017.